HACA
HAUTE AUTORITÉ DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Autorité Administrative Indépendante

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

DÉCISION N°2025-009/HACA DU 16 SEPTEMBRE 2025 PORTANT RESPECT DES PRINCIPES DU PLURALISME ET DE L'ÉQUILIBRE DE L'INFORMATION PAR LES SERVICES DE MÉDIAS AUDIOVISUELS EN LIGNE PENDANT LA CAMPAGNE POUR L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU 25 OCTOBRE 2025

LA HAUTE AUTORITÉ DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE,

Vu la Constitution ;

Vu le Code électoral ;

Vu la loi n° 2017-868 du 27 décembre 2017 portant régime juridique de la Communication audiovisuelle, telle que modifiée par la loi n°2022-979 du 20 décembre 2022 ;

Vu le décret n° 2011-475 du 21 décembre 2011 portant organisation et fonctionnement de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle, en abrégé HACA, tel que modifié par le décret n° 2019-294 du 03 avril 2019 ;

Vu le décret n° 2020-367 du 08 avril 2020 portant nomination partielle des Membres de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle ;

Vu le décret n° 2024-564 du 13 juin 2024 portant renouvellement partiel des Membres de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle ;

Vu le décret n° 2025-648 du 30 juillet 2025 portant convocation du Collège électoral de la République de Côte d'Ivoire en vue de l'élection du Président de la République en 2025 ;

Vu le décret n° 2025-649 du 30 juillet 2025 fixant la durée de la campagne électorale en vue de l'élection du Président de la République en 2025 ;

Vu le décret n° 2025-650 du 30 juillet 2025 fixant les modalités d'accès aux organes officiels de presse des candidats à l'élection du Président de la République en 2025 ;

HACA, Cocody Angré 7ème Tranche, en face de la Direction Régionale des Impôts, lot n°3769, ilot n°307 – BP V 56 Abidjan, République de Côte d'Ivoire
Tél. : +225 27 22 41 96 58 / 60 - Fax. : +225 27 22 52 21 25 – Email : infos@haca.ci - Site web : www.haca.ci

Vu la Décision du Conseil Constitutionnel N° CI-2025-EP-006/08-09/CC/SG du 08 septembre 2025 portant publication de la liste définitive des candidats à l'élection du Président de la République du 25 octobre 2025 ;

Le Collège des Membres de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle, délibérant en sa Session extraordinaire du mardi 16 septembre 2025,

DÉCIDE

Article 1er :

La présente décision a pour objet de régir la couverture de la campagne de l'élection du Président de la République du 25 octobre 2025 par les services de médias audiovisuels en ligne.

Article 2 :

Les services de médias audiovisuels en ligne ont la faculté de couvrir la campagne pour l'élection du Président de la République, fixée du **vendredi 10 octobre 2025 à zéro (00) heure au jeudi 23 octobre 2025, à minuit**.

Article 3 :

Pendant la durée de la campagne électorale, les services de médias audiovisuels en ligne doivent veiller au respect du pluralisme, à l'honnêteté et à l'équilibre de l'information.

Ils ne peuvent publier que les informations dont l'origine, la véracité et l'exactitude sont établies.

Article 4 :

Les services de médias audiovisuels en ligne doivent respecter la vie privée des personnes.

Article 5 :

Les communications électorales des candidats et de leurs mandataires doivent respecter :

- la souveraineté nationale ;
- les secrets d'Etat et la Défense nationale ;
- les Institutions de la République ;
- la dignité de la personne humaine ;
- la liberté et la propriété d'autrui ;
- la sauvegarde de l'ordre public, de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale.

Les candidats ou leurs mandataires doivent s'abstenir :

- de diffuser des messages incitant notamment à la haine, à la xénophobie et à la violence, à la discrimination raciale, ethnique, sociale, religieuse et fondés sur le genre ;
- d'effectuer des appels de fonds ;
- de faire usage du drapeau national ;
- d'utiliser l'hymne national ;
- de faire apparaitre des lieux et bâtiments officiels ;
- d'utiliser des documents audiovisuels faisant intervenir des personnalités de la vie publique ivoirienne sans l'accord écrit desdites personnalités ou de leurs ayants-droits ;
- d'utiliser tout symbole de la République.

Article 6 :

Les services de médias audiovisuels en ligne peuvent diffuser à titre payant, sous réserve du respect des principes énoncés à l'article 4 ci-dessus et sous leur responsabilité, les messages et communiqués des candidats à l'élection du Président de la République.

La diffusion desdits messages et communiqués doit se faire dans des conditions tarifaires identiques pour tous les candidats.

Dans ce cadre, les services de médias audiovisuels en ligne doivent communiquer à la HACA, leur grille tarifaire 72 heures avant l'ouverture de la campagne électorale.

Les heures de grande écoute ne peuvent être commercialisés à titre exclusif au profit d'un candidat.

Article 7 :

Les messages des candidats, dans le cadre de la campagne électorale, ne doivent en aucun cas être interrompus par des plages publicitaires.

Article 8 :

Les espaces consacrés à la campagne électorale doivent être indiqués comme tels.

Article 9 :

A compter de la publication de la liste définitive des candidats par le Conseil Constitutionnel, la diffusion et le commentaire de toute enquête ou sondage d'opinion ayant un rapport direct ou indirect avec l'élection du Président de la République sont interdits.

Article 10 :

Les services de médias audiovisuels en ligne sont autorisés à diffuser les émissions spéciales consacrées à la campagne électorale, en synchrone avec la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI).

Ces émissions concernent :

- Les émissions spéciales conçues et montées par les candidats, les Prêts A Diffuser (PAD) ;
- L'émission « Face aux électeurs ».

Les émissions ainsi relayées, ne doivent pas faire l'objet de rediffusion.

Elles peuvent néanmoins faire l'objet d'analyses et de commentaires après diffusion, sous réserve de la présence sur le plateau, d'un représentant du candidat concerné.

L'émission consacrée aux analyses et commentaires ne peut être programmée à la même heure que l'émission « Face aux électeurs ».

Article 11 :

En cas de second tour, les services de médias audiovisuels en ligne sont autorisés à diffuser l'émission « Face à Face », en synchrone avec la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI).

Article 12 :

Les services de médias audiovisuels en ligne ont l'obligation de mettre en œuvre, le cas échéant, le droit de réponse conformément aux articles 184 et suivants de la loi n° 2017-868 du 27 décembre 2025 portant régime juridique de la Communication audiovisuelle, telle que modifiée par la loi n° 2022-979 du 20 décembre 2022 susvisée, dès réception de la demande d'exercice du droit de réponse.

Article 13 :

Les services de médias audiovisuels en ligne doivent s'abstenir de diffuser des messages incitant notamment à la haine, à la xénophobie et à la violence, à la discrimination raciale, ethnique, sociale, religieuse et fondés sur le genre.

Article 14 :

Les services de médias audiovisuels en ligne ne peuvent diffuser que les résultats proclamés par la Commission Electorale Indépendante (CEI) et par le Conseil Constitutionnel.

Article 15 :

Toute violation des dispositions de la présente décision expose son auteur, le diffuseur ainsi que toute Plateforme opérant en Côte d'Ivoire aux sanctions suivantes :

- Interpellation ;
- Blâme ;
- Avertissement ;
- Mise en demeure ;
- Déréférencement des contenus en ligne ;
- Suspension temporaire du compte ou de la chaîne fautive ;
- Retrait de contenus ;
- Sanctions pécuniaires ;
- Suspension de la Plateforme.

Article 16 :

La présente décision à valeur réglementaire, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire publiée et communiquée partout où besoin sera.

Fait à Abidjan, le 16 septembre 2025

Pour la HACA
Le Président

HAUTE AUTORITÉ DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE
Le President
BP V56 Abidjan

Me René BOURGOIN

Ont siégé :

1. Me René BOURGOIN, Président ;
2. Mme Carmen MERHEB Epouse DOUMBIA, Membre ;
3. M. René Max DELAFOSSE, Membre ;
4. Mme Yéi Diane Marie Michèle N'GUESSAN Epouse YAO, Membre ;
5. M. Marcel ASSIÉ, Membre ;
6. M Arsène Konan YAO, Membre ;
7. M. Bafétégué SANOGO, Membre ;
8. M. Allou Elvis ADJAFFI, Membre ;
9. M. Willy Alexandre NETH, Membre ;
10. Mme Habiba DEMBÉLÉ Epouse SAHOUET, Membre ;
11. M. Bruno N'DOUA, Membre ;
12. M. Alex Quassy KOUASSI, Membre ;
13. M. Ibrahima CISSÉ, Membre.